



Programme
des Nations Unies
pour l'environnement

UNEP/WG.143/3
20 mars 1986

Original: FRANCAIS

PLAN D'ACTION POUR LA MEDITERRANEE

Réunion conjointe des Structures focales nationales
du Plan Bleu et du Programme d'actions prioritaires

Athènes, 28-30 avril 1986

RAPPORT SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DU
PLAN BLEU EN 1985

PNUE

Athènes, 1986

L'année 1985 peut être considérée pour le Plan Bleu comme l'année du démarrage effectif de la deuxième phase. Le programme et le budget proposés ont été acceptés (à un abattement près de 5 % pour ce dernier). L'Activité Scénarios, lancée fin 1984, a été largement développée.

Michel GRENON

A. ACTIVITES INSTITUTIONNELLES

Comité d'Orientation

1. Le Comité d'Orientation s'est réuni deux fois en 1985, avant que sa composition ne soit changée lors de la Réunion des Parties Contractantes à Gênes (septembre 1985).
2. Lors de la troisième réunion à Sophia Antipolis les 22-23 février 1985, le Comité d'Orientation a décidé sur proposition du Directeur Scientifique de donner la première priorité dans le programme de la deuxième phase du Plan Bleu à l'élaboration des Scénarios Méditerranéens, et la seconde priorité à l'Appui à la Planification Intégrée du Littoral Méditerranéen. Les trois activités sectorielles (Population, Agro-alimentaire et Industrialisation/Energie) serviront principalement de "ponts" entre ces deux activités majeures aux niveaux Global et Mer/Littoral.
3. Lors de sa quatrième réunion à Sophia-Antipolis les 3 et 4 juillet 1985, le Comité d'Orientation a examiné le dossier des candidatures nationales pour l'équipe permanente, et discuté les procédures pour assurer la meilleure participation des pays à l'exercice Scénarios.
4. Comme il avait été prévu par la Réunion Extraordinaire des Parties Contractantes à Athènes (10-13 avril 1984), la quatrième Réunion ordinaire des Parties Contractantes à Gênes (9-13 septembre 1985) a modifié la composition du Comité d'Orientation, jusqu'à la fin de la deuxième phase, comme suit : Italie (Présidence, inchangée), C.E.E., Egypte, Grèce, Israël, Malte.

Réunion des Points Focaux

5. La réunion conjointe des Structures focales nationales du Plan Bleu et du Programme d'Actions Prioritaires s'est tenue à Athènes du 6 au 9 mai 1985.
6. Le programme de travail et le budget 1986 et 1987 proposés par le Directeur Scientifique du Plan Bleu ont été acceptés, pour recommandation à la réunion de Gênes. Un certain nombre de participants ont exprimé leur souhait que le calendrier proposé soit rigoureusement tenu, à savoir présentation des scénarios en avril-mai 1987, -cette date correspondant donc à la fin de la seconde phase et à l'ouverture de la troisième phase- et achèvement du Plan Bleu dans sa conception en trois phases fin 1987. Les représentants du Plan Bleu ont assuré qu'ils mettraient tout en oeuvre pour tenir ce calendrier.
7. Pour que l'objectif du Plan Bleu, à savoir fournir à toutes les parties contractantes une vision du futur ainsi que des données valables pour la réalisation d'un développement économique, social et culturel optimum respectant les données environnementales et harmonisant le quantitatif et le qualitatif, puisse être atteint, et pour que les scénarios soient bâtis sur les réalités des pays souverains et différents concernés, il est apparu nécessaire à la réunion :
- "d'établir et de diffuser en première urgence un document à l'usage

des Etats décrivant en détail le processus des scénarios, les hypothèses de départ, les données et leurs sources, les objectifs à atteindre et définissant clairement les données à réunir par les Etats et la méthodologie pour établir les scénarios nationaux en harmonie et cohérence avec les scénarios d'ensemble ;

- "de développer et de maintenir ce processus d'interaction Etats-Unité du Plan Bleu tout au long des Phases II et III et de tenir compte des observations et desiderata des Parties Contractantes en essayant de les convaincre si des divergences essentielles se manifestaient".

Réunion de Gênes

8. Avec un abattement de 5 % du budget du Plan Bleu pour 1986 et 1987 (mesure non spécifique, et ayant frappé tous les programmes du PAM), la quatrième Réunion ordinaire des Parties Contractantes à Gênes, 9-13 septembre 1985, a accepté le programme de travail pour la deuxième et la troisième phases, c'est-à-dire pour les années 1986 et 1987, et confirmé la nécessité du document à l'usage des Etats, et du maintien du processus d'interaction Etats-Unité du Plan Bleu tout au long des deux phases.

Centre d'Activités Régional du Plan Bleu

9. Le contrat pour 1985 pour la deuxième phase du Plan Bleu entre le P.N.U.E. et le Gouvernement français a été signé à Nairobi le 14 mars 1985.

Les structures du CAR-PB ont été mises sur pied de façon satisfaisante, et le Président du CAR/PB, M. Michel BATISSE, a progressivement mobilisé un certain nombre d'institutions françaises pour amplifier les apports scientifiques aux travaux du Plan Bleu.

10. M. Abdel Rahman, d'Egypte, a été nommé Conseiller Spécial du Plan Bleu à haut niveau.

Participation des pays aux scénarios nationaux

11. Selon la décision prise au 4ème Comité d'Orientation, une lettre a été envoyée début août 1985 par M. Manos à tous les Points Focaux du P.A.M. leur demandant de désigner un correspondant technique pour l'élaboration des scénarios nationaux.

12. Au 31 décembre 1985, douze pays plus la C.E.E. avaient effectivement nommé un correspondant technique, personnalité responsable ou institution, et quatre autres pays étaient sur le point de le faire.

13. La note de référence sur les scénarios méditerranéens du Plan Bleu, "Guide pour l'élaboration des scénarios nationaux" a été envoyée à tous les correspondants désignés, en français dès les premiers jours de décembre, et en anglais à la mi-décembre 1985.

Equipe Permanente

14. Trois candidats ont été choisis, en accord avec le Comité d'Ori-entation, d'Egypte, de Grèce et du Maroc. M. Lahmidi, du Maroc, a joint l'équipe du Plan Bleu à Sophia Antipolis début novembre 1985. En accord avec les profils qui avaient été envoyés aux pays, il est plus particulièrement chargé des problèmes de population (démographie, niveaux futurs de population, et migrations). Les deux autres chercheurs seront chargés de l'agro-alimentaire, et de l'utilisation de l'espace (problèmes de l'urbanisation entre autres).

Coordination Plan Bleu-PAP

15. La coordination et coopération entre le Plan Bleu et le PAP ont été activement poursuivies en 1985. Elles font l'objet d'un rapport séparé pour la deuxième réunion conjointe des Points Focaux (22-24 avril 1985).

Réunions diverses

16. Le Directeur Scientifique du Plan Bleu, et des membres de l'équipe de Sophia Antipolis, ont assisté à un certain nombre de réunions et/ou Conférences, auxquelles a été présenté l'état d'avancement du Plan Bleu :

17. Lors de la Réunion sur les Bases de Données organisée par l'Unité de Coordination à Athènes du 12 au 15 mars 1985, il a été reconnu que les besoins informatiques du Plan Bleu étaient spécifiques, et liés aux besoins scientifiques de l'exercice. Suite à la visite d'un expert nommé par le P.A.M., il est apparu que la solution retenue pour 1985 (connexion à un VAX-730 local) semblait la seule possible pour 1986-1987, compte tenu du budget d'une part, des performances nécessaires d'autre part. Il appartiendra à l'équipe du Plan Bleu, en liaison avec l'Unité de Coordination, de veiller à la fin de l'exercice à ce que tout l'acquis informatique puisse être valablement transféré à Athènes ou au P.N.U.E.

18. Le Plan Bleu a été présenté en détail à la Réunion des Directeurs des Centres d'Information des Nations Unies du 23 au 25 avril 1985.

19. Le Plan Bleu a été également présenté à diverses autres réunions ou conférences :

- . Institut Français de la Mer (Nice, 5 janvier)
- . Conférence des Pays du Bassin Méditerranéen, organisée par le Conseil de l'Europe (Marseille, 27-28 mars)
- . Association Marocaine de Prospective (Rabat, 27-28 mars)
- . Conférence sur la pollution transfrontière, organisée par l'Institut International de Génie et de Gestion de l'Environnement (Aix-les-Bains, 20-25 avril)
- . Colloque International d'Océanographie Médicale (session Océanographie et Economie Nice, 12 octobre)
- . et à divers séminaires.

20. Le Directeur Scientifique du Plan Bleu a assisté à la réunion d'experts sur l'application technique du Protocole relatif à la

protection de la mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique (Athènes, 9-13 décembre 1985). Il a de nouveau insisté sur l'urgence et l'importance pour les scénarios du Plan Bleu d'une actualisation de MEDPOL X.

B. ACTIVITES SCIENTIFIQUES

Groupe de Réflexion sur les Scénarios Méditerranéens

21. La plupart des activités scientifiques ont été consacrées au développement de l'exercice scénarios, et ont été discutées et précisées lors des deuxième et troisième réunions du Groupe de Réflexion sur les Scénarios Méditerranéens.

Lors de la première Réunion du Groupe, les cinq "dimensions" principales avaient été choisies pour l'élaboration des scénarios :

- stratégies nationales de Développement/Environnement
- échanges (biens, argent, information)
- migrations
- utilisation de l'espace (et des ressources)
- sauvegarde de l'environnement.

22. La deuxième réunion du Groupe de Réflexion sur les Scénarios Méditerranéens (Sophia Antipolis, 1-2 juillet 1985) a permis de choisir cinq scénarios de base, à savoir :

T1 : tendanciel de référence (extrapolation cohérente des tendances lourdes identifiées pendant la première phase)

T2 : tendanciel aggravé

T3 : tendanciel modéré

A1 : alternatif de référence (plus grande identité méditerranéenne, développement de type autocentré)

A2 : alternatif avec agrégation (étude des effets de groupement des pays).

23. Il est apparu utile d'inclure un scénario tendanciel "aggravé" T2 (du type parfois appelé "scénario repoussoir") pour estimer ce qui se passerait en cas d'aggravation des tendances actuelles, aggravation qui pourrait résulter par exemple d'une aggravation de la crise économique mondiale.

24. Le Bassin Méditerranéen étant profondément lié à l'économie mondiale, le Groupe de Réflexion a discuté les hypothèses d'environnement international devant servir de cadre général aux scénarios : taux de croissance des économies les plus importantes, date éventuelle de fin de crise/reprise économique, taux de croissance des économies européennes, problèmes de la dette, etc. Bien que les résultats des scénarios concerneront naturellement l'espace, les ressources et l'environnement méditerranéens, il est nécessaire pour des raisons de cohérence, de partir d'hypothèses macro-économiques bien raisonnées sur l'évolution économique internationale et régionale.

* rappelons qu'à partir de cinq dimensions, on pourrait construire 32 scénarios en prenant deux positions par dimension, et 243 avec 3 positions !

25. A titre d'information et pour permettre de mieux comprendre les manières d'aborder de tels scénarios, deux participants ont présenté des scénarios préliminaires, pour leurs pays, à échéance 2000.

26. La troisième réunion du Groupe de Réflexion sur les Scénarios Méditerranéens (Sophia Antipolis, 6-7 décembre 1985), après un examen de l'état d'avancement du projet, a été consacrée au problème agro-alimentaire et à son rôle dans les scénarios, et aux chaînes Développement/Environnement, ainsi qu'à l'organisation des travaux pour 1986.

27. En ce qui concerne le problème agro-alimentaire, la réunion a discuté deux notes préparées par M. Labonne sur le problème agro-alimentaire méditerranéen en général, et sur les grandes lignes de deux sous-scénarios agro-alimentaires, correspondant aux deux scénarios globaux T2, tendanciel aggravé, et A2, alternatif avec agrégation régionale. La discussion a fait ressortir l'importance d'une meilleure appréciation des potentialités de l'irrigation, et la dépendance critique à l'égard des ressources en eau (en quantité et en qualité).

28. La discussion très fructueuse sur les enchaînements Economie-Espace-Environnement s'est établie à trois niveaux :

- . en amont des chaînes (et même en partie, en amont de l'exercice scénarios proprement dit), sur les principes d'un "questionnement", ensemble de questions auxquelles le Plan Bleu doit essayer de répondre.
- . sur la méthodologie de l'exercice scénarios, et le cadre dans lequel doivent être établies les chaînes Economie-Espace-Environnement.
- . sur les chaînes elles-mêmes, dont un premier échantillon avait été préparé à titre d'exemples. Une difficulté importante rencontrée pour ces chaînes est qu'il n'existe pas pour l'environnement de données ou séries statistiques comparables à ce qui existe pour l'économie.

Guide pour l'élaboration des scénarios nationaux

29. La rédaction de ce Guide a constitué une tâche importante pour l'équipe du Plan Bleu. Une note complémentaire plus spécialement consacrée aux données à collecter et à obtenir comme résultats des scénarios a été commencée.

Comme dit ci-dessus, ce guide a été envoyé à tous les correspondants désignés pour l'élaboration des scénarios nationaux. Les discussions ont commencé avec quelques pays pour la mise en oeuvre de ce guide.

Groupes et réunions de travail

30. Un certain nombre de petits groupes de travail, et/ou de réunions, ont été mis sur pied, "satellites" de l'équipe centrale.

31. En premier lieu, il faut citer le groupe de travail animé par J. Royer sur la macroéconomie et les échanges. Ce groupe a développé un important outil de travail, à savoir une Banque de Données Economiques, en dix fascicules.

Ces fascicules sont maintenant disponibles, entre autres pour les équipes qui, dans les pays, travailleront aux scénarios nationaux.

32. Ce groupe a commencé à se coordonner, début décembre 1985, avec un second petit groupe de travail sur les problèmes agro-alimentaires (et les ressources en eau pour l'irrigation).

33. Un troisième groupe de travail a été formé sur le tourisme, et s'est réuni deux fois (Sophia Antipolis 22-23 novembre, Madrid 16-17 décembre). Des démarches sont en cours pour explorer les possibilités de coopération avec l'Organisation Mondiale du Tourisme à Madrid.

34. Une réunion de travail a eu lieu les 2-3 mai à Sophia Antipolis, sur les problèmes de migrations, en présence du responsable du groupe macro-économie.

35. Une réunion de travail a été organisée en coopération avec le Ministère français de l'Environnement, sur les deux "dimensions" des scénarios : Utilisation de l'Espace et de ses Ressources et Sauvegarde de l'Environnement. Parmi les problèmes discutés, on peut citer la typologie des zones méditerranéennes à prendre en compte, et la connaissance -difficile !- de l'Etat Zéro de l'environnement méditerranéen. Il a été aussi souligné qu'il ne faut pas penser à priori que les scénarios alternatifs seraient nécessairement "meilleurs" pour l'environnement que les scénarios tendanciels, entre autres en cas d'exploitation de ressources locales de moindre qualité.

Matrice d'Intérêts

36. Un contrat d'étude a été signé fin octobre 1985 avec l'Institut de Politique et d'Economie Internationale de Belgrade pour l'étude d'une Matrice d'Intérêts concernant tous les pays méditerranéens. Déjà, lors de la première Réunion du Groupe de Réflexion du Groupe de Réflexion sur les Scénarios Méditerranéens en décembre 1984, ce projet avait soulevé un grand intérêt. Le questionnaire sur lequel sera en partie basée cette étude, et les destinataires les mieux adaptés pour ce questionnaire, ont été discutés lors d'une réunion de travail à Sophia Antipolis les 29 et 30 octobre, ainsi que lors de la troisième réunion scénarios.

Activité Scénarios au niveau littoral

37. Cette activité a été mieux définie en 1985 pour pouvoir entrer dans sa phase opérationnelle. Rappelons que son objectif est, par un passage entre le niveau global et le niveau local/littoral, d'élaborer un outil d'aide à la décision pour les planificateurs locaux.

38. Diverses petites réunions ont permis de mieux comprendre la façon dont les responsables locaux abordent la problématique scénarios, et de comparer les outils disponibles. Une réunion de travail avec des représentants d'un pays du sud du bassin (Sophia Antipolis 29-30 avril) confrontés à un problème de planification du littoral à long terme a permis un fructueux échange de vues sur l'intérêt et l'applicabilité de la méthode envisagée.

39. Un contrat a été signé début décembre 1985 avec l'Association Armines pour étudier la conception de méthodes intégrées d'élaboration de scénarios de Développement/Environnement et en démontrer le fonc-

tionnement sur une zone littorale méditerranéenne (dynamisation de bases de données géocodées multithématiques).

Banque de Données du Plan Bleu à Sophia Antipolis

40. En plus de la Banque de Données Economiques développée à Genève, l'équipe de Sophia Antipolis a pu reprendre au cours du premier trimestre 1985 les travaux informatiques, pour les chaînes d'une part, pour les données statistiques d'autre part. On a naturellement évité la duplication des données, celles de la Banque de Données à Sophia Antipolis étant quasi toutes en termes physiques. A partir du deuxième semestre 1985, un gros effort a été fait -avec des résultats hélas inégaux- pour collecter et inclure des données environnementales.